

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ALMA
Société par actions simplifiée au capital de 378 436,16 euros
Siège social : 176, Avenue Charles de Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine
839 100 575 RCS Nanterre
(la « Société »)

A. — Comptes clos au 31 décembre 2025

I. — Bilan actif et passif
(En milliers d’Euros)

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024	
CRÉANCES SUR LES EC ET ASSIMILÉS	59,082	65,730	1
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE ACTIF	25,864	32,020	2
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8,362	9,944	3
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	266	246	3
AUTRES ACTIFS	23,537	11,834	4
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF	1,407	1,801	5
TOTAL ACTIF	118,518	121,576	

Passif	31/12/2025	31/12/2024	
DETTES EC ET ASSIMILÉES	20,338	10,934	6
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE PASSIF	22,855	18,707	8
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	275	13,275	7
AUTRES PASSIFS	12,622	19,863	9
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	627	456	10
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	512	285	11
CAPITAUX PROPRES	61,288	58,055	12
DONT RÉSULTAT DE L'EXERCICE	2,858	-13,987	
TOTAL PASSIF	118,518	121,576	

II. — Hors bilan
(En milliers d’Euros)

	31/12/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS	18 583	15,445
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		222
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
ENGAGEMENTS DONNÉS	18 583	15,667
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	8 000	

ENGAGEMENTS SUR TITRES		
ENGAGEMENTS REÇUS	8,000	0

III. — Compte de résultat
(En milliers d'Euros)

P&L	31/12/2025	31/12/2024	
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	1,327	1,689	13
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-1,265	-1,451	14
COMMISSIONS - PRODUITS	82,092	63,600	15
COMMISSIONS - CHARGE	-12,264	-10,566	15
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	0	-3,153	16
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	1,078	17
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-200	-274	17
PNB	69,690	50,925	
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-48,182	-41,562	18
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT	-6,655	-9,220	4
Résultat brut d'exploitation	14,853	142	
COÛT DU RISQUE	-12,015	-14,270	19
Résultat d'exploitation	2,839	-14,128	
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0	
Résultat comptable avant Impôts	2,839	-14,128	
Impôts sur les bénéfices	19	141	22
Résultat Net	2,858	-13,987	

III. — Annexe aux comptes annuels

Présentation de la société

La société Alma a été immatriculée le 16 avril 2018 et il s'agit de son septième exercice social. Au 31/12/2025, notre Société emploie 350 salariés contre 292 au titre de l'exercice précédent. La Société a pour but de proposer des services de paiement en plusieurs fois (paiement en 1, 2, 3 ou 4 fois) et des financements affectés (à des maturités supérieures à 90 jours) en France et en Europe.

Faits marquants

En 2025, Alma a franchi un nouveau palier de croissance avec 2,5 milliards d'euros de volume d'affaires traités (+28% vs 2024) et un revenu annuel récurrent de 114 millions d'euros (+32 %), porté par la signature de 5 000 nouveaux commerçants partenaires et l'adoption de 2,3 millions de nouveaux consommateurs en Europe.

2025 marque aussi une étape importante dans le développement d'Alma : l'atteinte de la profitabilité, avec un résultat net positif (2 858 k€).

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture 2025 n'est à mentionner.

Principes et méthodes comptables

Principes généraux d’évaluation et de présentation des comptes sociaux

Les comptes au 31 décembre 2025 sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit. Ces principes sont énoncés dans les règlements ANC n°2014-03, n°2015-06 et n°2022-06 relatifs au plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et son annexe.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n°2014-07 (livre I - titre 1 - chapitre 2 relatif au modèle des états de synthèse)

Les principes comptables et méthodes d’évaluation retenus sont identiques à ceux utilisés pour l’établissement des comptes au 31 décembre 2024, à l’exception du point mentionné ci-après.

Règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire :

Il est tenu compte de l’article 2 du règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire depuis le 1er janvier 2025. Cet article supprime les transferts de charges en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Le nouveau règlement ANC 2023-03 n’a pas d’impact sur les comptes sociaux d’Alma.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l’exploitation;
- la permanence des méthodes;
- l’indépendance des exercices.

La société Alma clôture son exercice social le 31 décembre.

Changement de modalités de détermination de la date de mise en service des immobilisations incorporelles

La société immobilisait ses coûts de développement logiciel au fil de l’eau, directement en compte d’immobilisations définitives (compte 4419), sans passer par un compte d’immobilisations en cours. Les coûts étaient suivis à l’aide d’outils manuels (spreadsheets) et l’amortissement démarrait le mois suivant l’immobilisation, sur 36 mois en linéaire.

À compter de l’exercice 2025, la société distingue désormais la phase de développement de la phase de mise en service. Les coûts de développement éligibles (salaires et charges sociales des équipes techniques affectées aux projets immobilisables) sont comptabilisés mensuellement en immobilisations en cours (compte 431). Lors de la mise en service du projet, ces immobilisations en cours sont transférées en immobilisations définitives (compte 4419). L’amortissement débute le mois suivant la mise en service, sur 36 mois en linéaire.

Le suivi des temps est fait via l’ERP Timmi Temps, permettant la traçabilité et validation mensuelle par les managers et le contrôle de gestion. Chaque projet fait l’objet d’une analyse préalable documentée au regard des critères d’immobilisation du PCG.

Cette évolution constitue une amélioration des modalités d’application des règles comptables, permettant une représentation plus fidèle du cycle de vie des développements logiciels et un renforcement de la piste d’audit, sans modification des principes d’amortissement.

NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN

Note 1 : créances sur les EC et assimilés

Ce poste regroupe l’ensemble des créances détenues dans le cadre d’opérations bancaires auprès d’établissements de crédit. À l’exception du compte de SICAV, ces créances correspondent à des comptes à vue ouverts dans les livres des banques partenaires utilisées par Alma pour les besoins de son activité. Le compte de SICAV, souscrit auprès d’un établissement bancaire, a pour objet le placement des excédents temporaires de trésorerie. Par ailleurs, Alma détient deux dépôts à terme, dont l’échéance est d’un an, ou conditionnée à l’équilibre du résultat net de la société conformément aux engagements contractuels (covenant). A l’exception de ces dépôts à terme, l’ensemble de ces créances présente une échéance résiduelle inférieure à trois mois.

CRÉANCES SUR LES EC ET ASSIMILÉS	2025	2024
<i>A moins de 3 mois</i>	57 582	65 730
<i>3 - 12 mois</i>	1 500	0
Total	59 082	65 730

Unité: k€

Note 2 : opérations avec la clientèle à l’actif

Ce poste regroupe l’ensemble des créances, y compris les créances affacturées, détenues sur des agents économiques autres que les établissements de crédit, à l’exception de celles qui ont fait l’objet d’une titrisation. Chez Alma, l’exhaustivité de ces créances est issue de l’activité de paiement en plusieurs fois ou différé et des services de financement d’Alma.

Créances clients : Les produits de BNPL (de l’anglais Buy Now Pay Later) incluent le paiement en 2, 3 et 4 fois et les produits de financement s’étalent d’une maturité allant de 5 à 24 mois. Les créances client sont dépréciées en suivant les profils historiques de recouvrement :

- à partir de 30 jours de retard sur les produits de BNPL (P2X au P4X)
- à partir de 90 jours de retard pour les offres de financements

L’évolution entre 2024 et 2025 s’explique notamment par le fait qu’en 2024, une partie de l’augmentation des créances douteuses résultait de l’arrêt de l’activité du FCT 2. Cet arrêt avait conduit à la reconnaissance, dans les comptes sociaux, de créances clients classées en douteux.

Créances marchands : les créances sur des marchands débiteurs sont dépréciées après 90 jours de retard.

Ci-dessous le détail du poste par produit et antériorité :

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2025	2024
Clients	25 180	30 555
Créances clients	24 573	29 606 A
Créances rattachées	0	0
Créances clients douteuses (brut)	5 498	13 269 B
Dépréciations créances clients	-4 891	-12 320
Autres créances sur la clientèle	0	0
Marchands	684	1 465
Créances marchands	684	1 465
Créances marchands douteuses (brut)	1 497	1 115
Dépréciations créances marchands	-1 497	-1 115
Total	25 864	32 020

Unité : k€

CRÉANCES CLIENTS / PRODUITS	2025
Différé	187
P1X	979
P2X	246
P3X	5 370
P4X	9 087
P10X	1 477
P12X	6 451
P24X	132
Others (P5-P9/P11/P13-23X)	644
Total	24 573 A

Unité : k€

CRÉANCES CLIENTS / ÉCHÉANCE	2025
< 3 mois	15 634
3 - 12 mois	8 803
1 - 5 ans	136
Total	24 573 A

Unité : k€

CRÉANCES CLIENTS DOUTEUSES / PRODUIT	2025
Différé	25
P2X	179

<i>P3X</i>	<i>1 311</i>
<i>P4X</i>	<i>2 959</i>
<i>P10X</i>	<i>448</i>
<i>P12X</i>	<i>230</i>
<i>P24X</i>	<i>147</i>
<i>P1X</i>	<i>170</i>
<i>Others (P5-P9/P11/P13-23X)</i>	<i>29</i>
Total	5 498 B

Unité : k€

CRÉANCES CLIENTS DOUTEUSES / ÉCHÉANCE	2025
<i>< 3 mois</i>	<i>5 447</i>
<i>3 - 12 mois</i>	<i>49</i>
<i>1 - 5 ans</i>	<i>1</i>
<i>> 5 ans</i>	<i>0</i>
Total	5 498 B

Unité : k€

Note 3 : immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément au règlement ANC 2023-03, les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de sa valeur résiduelle.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur d'utilité est effectué. La dépréciation ajuste la valeur comptable à hauteur de la valeur d'utilité corrigée.

Conformément au règlement ANC 2023-03, la valeur nette des immobilisations incorporelles correspond à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et le cas échéant, des pertes de valeurs constatées. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation s'est dépréciée. Sous réserve du respect de six critères cumulatifs (faisabilité technique, intention d'achever, capacité à utiliser, avantage économique futur probable, disponibilité des ressources et capacité à évaluer les dépenses attribuables à l'immobilisation de manière fiable), les dépenses de conception détaillée, de réalisation et de maintenance évolutive d'un développement informatique sont comptabilisées en immobilisations incorporelles.

Chez Alma, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, les durées d'amortissement sont en moyenne de :

- matériel de bureau et informatique : 2 à 3 ans
- mobilier : 5 ans
- installations et agencements : 5 ans
- concessions et droits similaires, brevets, licences : 3 ans

Tableau de variation des immobilisations :

Valeur brute :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	STOCK AU 31/12/2024	ACQUISITION	ACTIVATION	CESSION / MISES AU REBUT	STOCK AU 31/12/2025
<i>Aménagements et constructions</i>	157	0			157
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	1 049	214			1 263
<i>Mobilier</i>	161	1			162
Total	1 367	215	0	0	1 582

Unité : k€

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	STOCK AU 31/12/2024	ACQUISITION	ACTIVATION	CESSION / MISES AU REBUT	STOCK AU 31/12/2025
<i>Concessions et droits similaires, brevets, licences</i>	26 386	706	3 790	0	30 882
Total	26 386	706	3 790	0	30 882

Unité : k€

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS	STOCK AU 31/12/2024	ACQUISITION	ACTIVATION	CESSION / MISES AU REBUT	STOCK AU 31/12/2025
<i>Concessions et droits similaires, brevets, licences</i>	0	4 903	-3 790	114	999
Total	0	4 903	-3 790	114	999

Unité : k€

Amortissements :

AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS CORPORELLES	STOCK AU 31/12/2024	AMORTISSEMENTS	REPRISES / SORTIES	STOCK AU 31/12/2025
<i>Aménagements et constructions</i>	81	31	0	112
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	946	124	0	1 070
<i>Mobilier</i>	93	40	0	134
TOTAL	1 120	195	0	1 316

Unité : k€

AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	STOCK AU 31/12/2024	AMORTISSEMENTS	REPRISES / SORTIES	STOCK AU 31/12/2025
<i>Concessions et droits similaires, brevets, licences</i>	16 442	7 077	0	23 519
TOTAL	16 442	7 077	0	23 519

Unité : k€

Note 4 : autres actifs

Les autres actifs s'élèvent à 23 537 k€ au 31/12/2025 vs. 11 834 k€ au 31/12/2024. Ils se composent essentiellement de l'actif net de surdimensionnement du FCT 3 pour 20 561 k€ et de l'actif net de surdimensionnement du FCT 1 pour 74 k€. Ces actifs correspondent à de la surcollatéralisation due au titre de la cession des créances faites aux FCT : collatéralisation versée diminuée des provisions pour charges liées à ces créances cédées.

Parmi les autres composants, on retrouve les dépôts de garantie pour 968 k€, incluant notamment le dépôt de garantie des divers locaux d'Alma ainsi que les dépôts de garantie pour les salariés en portage salarial. Et 930 k€ de TVA déductible et de TVA sur les factures non parvenues.

AUTRES ACTIFS	31/12/2025	31/12/2024
<i>Actif net de surdimensionnement FCT 3</i>	20 561	8 994
<i>Actif net de surdimensionnement FCT 1</i>	74	147
<i>Dépôts de garantie</i>	968	717
<i>TVA déductible et sur FNP</i>	930	1 059
<i>FAE</i>	547	410
<i>Autres</i>	457	507
Total	23 537	11 834

Unité : k€

Note 5 : compte de régularisation actif

Les comptes de régularisation à l'actif s'élèvent à 1 407 k€ au 31/12/2025 vs. 1 801 k€ au 31/12/2024 et se composent exclusivement de charges constatées d'avance.

COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 407	1 801
Total	1 407	1 801

Unité : k€

Note 6 : dettes sur les EC et assimilés

Ce poste recouvre les dettes à l'égard d'établissements de crédit et assimilés à l'exception des emprunts subordonnés et des dettes matérialisées par un titre. À noter que le tableau ci-dessous présente la répartition des emprunts par date de maturité finale. Certains de ces emprunts sont assortis de covenants financiers : un emprunt de 2 000 k€ et un emprunt de 4 000 k€ sont soumis au respect de clauses contractuelles dont le non-respect pourrait entraîner une exigibilité anticipée des sommes dues.

DETTES EC ET ASSIMILÉES	31/12/2025	31/12/2024
<i>< 3 mois</i>	98	75
<i>3 - 12 mois</i>	838	0
<i>1 - 5 ans</i>	19 403	10 859
<i>> 5 ans</i>	0	0
Total	20 338	10 934

Unité : k€

Note 7 : dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par des titres sont composées d'emprunts obligataires non convertibles dont la maturité est détaillée ci-dessous.

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	31/12/2025	31/12/2024
<i>< 3 mois</i>		
<i>3 - 6 mois</i>	275	275
<i>6 - 12 mois</i>		13 000
<i>1 - 5 ans</i>		
Total	275	13 275

Unité : k€

Note 8 : opérations avec la clientèle - passif

Au 31/12/2025, les opérations avec la clientèle au passif s'élèvent à 22 855 k€ vs. 18 707 k€ au 31/12/2024. Ce poste est composé de 22 855 k€ de dettes marchands. Il s'agit des paiements dus à la réception des premières échéances réglées par les consommateurs.

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE - PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<i>Dettes marchands</i>	22 855	18 707
Total	22 855	18 707

Unité : k€

Note 9 : autres passifs

Les autres passifs d'Alma sont exclusivement composés de dettes envers des tiers, et détaillés dans le tableau ci-dessous.

AUTRES PASSIFS	31/12/2025	31/12/2024
<i>FCT Alma</i>	3 386	9 009
<i>Passifs sociaux et associés</i>	4 091	4 518
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	4 029	4 098
<i>ICNE sur placement</i>	0	0
<i>Passifs fiscaux</i>	1 116	2 238
Total	12 622	19 863

Unité : k€

En notant que :

- le poste FCT Alma reflète la situation nette entre Alma et ses fonds communs de titrisation à la date de clôture. Il s'agit du solde entre les créances transférées aux fonds et les flux retour ;
- les passifs sociaux et associés sont principalement composés des provisions pour congés payés et RTT, des cotisations prévoyance et de retraite ;
- les passifs fiscaux correspondent à la position nette de TVA collectée et des charges à payer à l'État.

Note 10 : comptes de régularisation passif

Au 31/12/2025, les comptes de régularisation passifs s'élèvent à 627 k€ vs. 456 k€ au 31/12/2024. Ce poste est composé principalement de 574 k€ de PCA.

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<i>PCA</i>	574	427
<i>Autres charges à payer</i>	53	29
Total	627	456

Unité : k€

Note 11 : provisions pour risques et charges

Une provision supplémentaire a été ajoutée à la fin de l'exercice 2025, portant l'ensemble des provisions (litiges commerciaux et prud'homaux) à 512 k€.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31/12/2025	31/12/2024
<i>Provision pour risques</i>	512	282
<i>Provision pour perte de change</i>	0	3
Total	512	285

Unité : k€

Note 12 : capitaux propres

Les capitaux propres sont composés :

- du capital souscrit appelé et versé qui est égal à la valeur nominale des actions, parts et autres titres composant le capital social ;
- des primes d'émission liées au capital souscrit ;
- des bons de souscription d'actions ;
- du report à nouveau qui est le montant du résultat cumulé des exercices précédents ;

- du résultat de l'exercice en cours.

Au cours de l'exercice, un apurement des pertes antérieures portées en report à nouveau a été effectué par imputation sur le compte de primes d'émission, conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires du 24 juillet 2025.

Ci-dessous le tableau de variation des capitaux propres :

CAPITAUX PROPRES	AUGMENTATION				31/12/2025
	31/12/2024	N	AFFECTATION	DIMINUTION	
<i>Capital social</i>	374	4			378
<i>Prime d'émission</i>	141 003	371		-85 233	56 141
<i>Bons de souscription d'actions</i>	1 911				1 911
<i>Report à nouveau</i>	-71 247		-13 987	85 233	0
<i>Résultat de l'exercice</i>	-13 987	2 858	13 987		2 858
Total	58 055	3 234	0	0	61 288

Unité : k€

NOTES SUR LE HORS BILAN

Le hors-bilan au 31/12/2025 se compose :

- d'engagements de financement octroyés aux consommateurs finaux mais pas encore payés aux marchands partenaires pour 18 583 k€ ;
- d'engagements de garanties reçues sous forme de garanties à première demande pour un montant total de 8 000 k€. Ces garanties constituent un mécanisme de protection contre le risque de défaillance de ses contreparties.

HORS BILAN	31/12/2025	31/12/2024
<i>Engagements de financements</i>	18 583	15 445
<i>Engagements de garantie</i>		222
<i>Engagements sur titres</i>		
Total engagements donnés	18 583	15 667
<i>Engagements de financements</i>		
<i>Engagements de garantie</i>	8 000	
<i>Engagements sur titres</i>		
Total engagements reçus	8 000	0

Unité : k€

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Note 13 : intérêts et produits assimilés

Les intérêts et produits assimilés de 1 327 k€ vs. 1 689 k€ au 31/12/2024 correspondent aux intérêts des crédits longs accordés aux consommateurs ayant utilisé Alma pour 491 k€, et des intérêts sur placement de trésorerie pour 836 k€.

INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	31/12/2025	31/12/2024
<i>Intérêts crédit long</i>	491	684
<i>Intérêts sur placements</i>	836	1 005
Total	1 327	1 689

Unité : k€

Note 14 : intérêts et charges assimilés

Les intérêts et charges assimilés de -1 265 k€ vs. -1 451 k€ au 31/12/2024 correspondent aux intérêts des emprunts souscrits auprès des établissements de crédit pour -581 k€, et des intérêts sur emprunts obligataires pour -684 k€.

INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	31/12/2025	31/12/2024
<i>Sur les EC et assimilés</i>	- 581	- 574
<i>Sur emprunts obligataires</i>	- 684	- 877
Total	-1 265	-1 451

Unité: k€

Note 15 : commissions

Les produits de commission sont principalement sur les produits P2X à P8X car ils représentent la majorité des flux d'Alma. Ces commissions sont payées par les marchands et les clients en contrepartie du service rendu par Alma qui porte la créance des clients finaux.

Une partie des commissions perçues au titre des produits de financement et de BNPL est reconnue selon le même rythme que les coûts directs associés : l'étalement du chiffre d'affaires consiste à reconnaître sur la durée du financement les commissions, rémunérant les solutions de financement et de BNPL selon la méthode du capital restant dû. Les commissions associées à des créances cédées à des FCT sont reconnues immédiatement.

Produits :

COMMISSIONS - PRODUITS	31/12/2025	31/12/2024
<i>BNPL</i>	76 646	58 968
<i>Produits de financement</i>	5 446	4 632
Total	82 092	63 600

Unité : k€

Charges :

Les charges de commission de -12 264 k€ au 31/12/2025 vs. -10 566 k€ au 31/12/2024 sont réparties entre :

- les frais pour l'acquisition des flux de carte permettant aux clients de payer directement avec leur carte sur les TPE ou en ligne ;
- les prestataires de virement utilisés par Alma pour transférer l'argent aux marchands.

COMMISSIONS - CHARGES	31/12/2025	31/12/2024
<i>Acquisition de flux de cartes</i>	-12 054	-10 415
<i>Prestataire de virements</i>	- 210	- 151
Total	-12 264	-10 566

Unité : k€

Note 16 : gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés

Au 31/12/2024, les gains ou pertes sur opérations de portefeuilles correspondaient pour la totalité à la dotation aux provisions pour dépréciation des titres de placement de la tranche junior du FCT 2. Le FCT 2 ayant fait l'objet d'une cessation d'activité en 2024, cela induit un total de dotations au cours de l'exercice 2025 à 0 k€ vs. - 3 153 k€ au 31/12/2024.

GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	31/12/2025	31/12/2024
<i>Dot. aux provisions pour dépréciation des titres de placement de la tranche junior du FCT2</i>	0	-3 153
Total	0	-3 153

Unité : k€

Note 17 : autres produits et autres charges d'exploitation bancaire

Les autres produits d'exploitation bancaire s'élèvent à 0 k€ vs. 1 078 k€ au 31/12/2024. En 2024, ils étaient principalement composés des commissions reçues par Alma en tant qu'agent de calcul et servicer du FCT Alma 2022 (1 078 k€).

Les autres charges d'exploitation bancaire de -200 k€ vs. -274 k€ au 31/12/2024 sont principalement composées des charges bancaires.

AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	31/12/2025	31/12/2024
	Produit	Charge
<i>Charges et produits liés aux FCT</i>	0	0 1 078
		0

	<i>Autres</i>	0	- 200	0	- 274
	<i>Pertes sur cessions de créances</i>	0	0	0	0
	Total	0	- 200	1 078	- 274

Unité : k€

Note 18 : charges générales d'exploitation

Au 31/12/2025, les charges générales d'exploitation s'élèvent à 48 182 k€ vs. 41 562 k€ au 31/12/2024 et se composent comme suit :

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	31/12/2025	31/12/2024
<i>Autres achats et charges externes</i>	-15 929	-15 637
<i>Salaires et traitements</i>	-24 465	-20 827
<i>Charges sociales</i>	-10 135	-8 695
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	-2 442	-1 704
<i>Production immobilisée</i>	4 789	5 301
Total	-48 182	-41 562

Unité : k€

Note 19 : coût du risque

Le coût du risque reprend toutes les dotations et reprises sur dépréciation de créances auprès des clients et des marchands. Il se compose ainsi en trois composantes :

- les dotations aux dépréciations, constatées lorsque le risque de non-recouvrement est identifié ;
- les reprises de dépréciations, constatées lorsque le risque diminue ou disparaît ;
- les passages en pertes, correspondant aux créances définitivement irrécouvrables,

Il reprend également les dotations sur provisions des actifs de surcollatéralisation des FCT 2021 et 2024. Cette provision en déduction d'actif permet d'appréhender en comptabilité, l'exhaustivité des coûts attendus sur la durée de vie des créances cédées au fonds.

Les créances clients sont dépréciées en suivant les profils historiques de recouvrement :

- à partir de 30 jours de retard sur les produits de BNPL (P2X au P4X) ;
- à partir de 90 jours de retard pour les offres de financement.

Les créances sur des marchands débiteurs sont dépréciées après 90 jours de retard.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU COÛT DU RISQUE	31/12/2025	31/12/2024	Variation
<i>Provision de l'actif de surdimensionnement du FCT 2021</i>	-2 702	-3 217	515
<i>Provision de l'actif de surdimensionnement du FCT 2024</i>	-7 370	-6 224	-1 146
<i>Créances clients</i>	-1 560	-3 714	2 154
<i>Créances marchands</i>	- 383	-1 115	732
Total	-12 015	-14 270	2 255

Unité : k€

DOTATION AUX DÉPRÉCIATIONS SUR CRÉANCES	31/12/2025	31/12/2024	Variation
<i>Dotations aux dépréciations créances</i>	-12 050	-14 407	2 357
<i>Passages en pertes sur créances irrécouvrables</i>	10 107	9 578	529
Total	-1 943	-4 829	2 886

Note 20 : impôts

Au 31/12/2025, les impôts sur les bénéfices sont composés essentiellement du Crédit d'impôt famille pour 19 k€. Au titre de l'exercice, Alma n'enregistre aucune charge d'impôt sur les sociétés. En effet, le résultat fiscal de la société est négatif, générant un déficit fiscal reportable. En l'absence de bénéfice imposable, aucune imposition courante n'est due.

IMPÔTS	31/12/2025	31/12/2024
<i>Crédit Impôt Recherche</i>	0	- 23

<i>Crédit Impôt Famille</i>	19	98
<i>Crédit Impôt Innovation</i>	0	66
Total	19	141

Unité : k€

Composition du capital social

Le capital social est fixé à la somme de 378 231,68 euros, divisé en 37 823 168 actions ordinaires de valeur nominale de 0,01 euro.

CAPITAL SOCIAL	Nombre	Valeur nominale (€)
<i>Titres composant le capital social au début de l'exercice</i>	37 394 933	0,01
<i>Titres émis pendant l'exercice</i>	428 235	0,01
<i>Titres remboursés pendant l'exercice</i>		
<i>Titres composant le capital social à la fin de l'exercice</i>	37 823 168	0,01

Proposition d'affectation du résultat

Nous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit la somme de 2 857 927,29 euros, de la façon suivante :

- une partie à hauteur de 37 823,17 euros en dotation de la réserve légale ;
- le reste à hauteur de 2 820 104,12 euros au compte de report à nouveau.

Le solde du compte report à nouveau sera porté de la somme de 0 euro à la somme de 2 820 k euros. La réserve légale présente un solde de 38 k euros.

Le résultat par action au 31/12/2025 est de 0,08€.

Point sur les BSPCE

Évolution des BSPCE

Le stock de BSPCE au sein d'Alma a connu les variations décrites ci-dessous.

BSPCE				
Total au 30/06/2020				2,202,798
DATE	NOMBRE ÉMIS	EXERCICE	CANCELATION	SOLDE
29/01/2021		13 608		2,189,190
29/01/2021		8 316		2,180,874
29/01/2021		12 312		2,168,562
29/01/2021		6 696		2,161,866
01/02/2021		15 012		2,146,854
01/02/2021		25 920		2,120,934
10/02/2021		28 188		2,092,746
27/05/2021	181 175			2,273,921
Total au 30/06/2021				2,273,921
27/02/2021	128 054			2,401,975
31/08/2021	10 829			2,412,804
31/08/2021	113 267			2,526,071
18/09/2021	463 176			2,989,247

04/10/2021	40 420		3,029,667
18/10/2021	84 081		3,113,748
02/11/2021	10 044		3,123,792
15/11/2021	96 587		3,220,379
15/11/2021	25 730		3,246,109
Total au 31/12/2021			3,246,109
2/17/2022		914	3,245,195
5/27/2022		7 500	3,237,695
6/3/2022		506	3,237,189
7/22/2022		2 816	3,234,373
8/23/2022		3 475	3,230,898
9/1/2022		8 000	3,222,898
9/8/2022	86 486		3,309,384
10/1/2022		283	3,309,101
10/6/2022		390	3,308,711
11/14/2022		2 004	3,306,707
12/20/2022	189 901		3,496,608
Total au 31/12/2022			3,496,608
01/31/2023		32 129	2,565,142
02/28/2023		6 428	2,537,039
03/31/2023			2,527,737
04/30/2023		1 898	2,519,324
05/31/2023		4 200	2,317,653
06/30/2023		107	2,152,433
07/31/2023			2,095,022
08/31/2023		5 897	2,080,874
09/30/2023			2,077,843
10/31/2023		425	2,068,582
11/30/2023	837 929		2,742,238
12/31/2023			2,735,061
Total au 31/12/2023			2,735,061
31/01/2024		2 546	2,732,515
29/02/2024		339	2,721,246
31/03/2024		182	2,717,756
30/04/2024		3 300	2,702,657
31/05/2024	511 912		3,206,556
30/06/2024			3,202,048
31/07/2024		1 399	3,156,564
31/08/2024			3,146,523
30/09/2024			3,144,412
31/10/2024		5 843	3,133,940
30/11/2024			3,125,739

31/12/2024	189 486	3 905	3,311,320
Total au 31/12/2024			3,311,320
31/01/2025	3 160	5 728	3,302,432
2/28/2025	114 553	11 417	3,401,592
31/03/2025		14 496	3,387,096
30/04/2025	353 878	13 674	3,019,544
31/05/2025		1 335	3,018,209
30/06/2025	77 300	2 029	3,035,700
31/07/2025	2 000	13 118	3,020,582
31/08/2025	2 745 299	4 784	5,761,097
30/09/2025		64 128	5,696,969
31/10/2025		11 514	5,685,455
30/11/2025		4 244	5,681,211
31/12/2025		432 353	5,248,858
Total au 31/12/2025			5,248,858

Point sur les BSA

Variation 2025

Aucune émission ni exercice de BSA n'a eu lieu au cours de l'année 2025.

Détail des dernières émissions du stock de BSA :

	DATE	NOMBRE ÉMIS	EXERCICE	SOLDE
	02/05/2018	140 400		140 400
	02/05/2018	140 400		280 800
Total au 30/06/2018				280 800
	22/11/2019		35 100	245 700
	22/11/2019	Annulation BSA caducs	105 300	140 400
	20/12/2019	1 295 598		1 435 998
Total au 30/06/2020				1 435 998
	18/12/2020	7 503 469		8 939 467
	18/12/2020	3 030 193		11 969 660
	02/02/2021		107 244	11 862 416
	14/05/2021	328 407		12 190 823
Total au 30/06/2021				12 190 823
	28/01/2022	4 933 052		17 123 875
	28/01/2022	1 402 609		18 526 484
	28/01/2022	326 012		18 852 496
Total au 31/12/2022				18 852 496
Ajustement sur le solde de BSA au 30/06/2020		5 186 267		24 038 763

Ajustement sur le solde de BSA au 30/06/2021	- 2	33 156	24 005 605
Ajustement sur le solde de BSA au 30/06/2022	277 308		24 282 913
Total au 31/12/2023			24 282 913
Total au 31/12/2024			24 282 913
Total au 31/12/2025			24 282 913

Autres données financières**Engagements de retraite**

A la vue de la taille de la structure, de l'âge, de l'effectif et de la nature de l'activité, aucun engagement de retraite n'a été comptabilisé. A la date de clôture des comptes, 10% des salariés d'Alma sont encore en période d'essai, 103 personnes (près d'un tiers des employés) ont une ancienneté inférieure à 1 an et l'âge moyen des salariés est de 34 ans. De plus, la masse salariale étant stable, il est toujours considéré que ces engagements sociaux sont non significatifs à la clôture et n'ont pas été intégrés à nos comptes. La société ne dispose pas de régime de retraite à prestations définies au-delà des obligations légales et conventionnelles.

Effectifs

Les effectifs sont passés de 292 au 31/12/2024 à 350 au 31/12/2025.

EFFECTIFS	31/12/2025	31/12/2024
<i>Ingénieurs et cadres</i>	290	247
<i>ETAM</i>	58	41
<i>Mandataires social</i>	2	2
Total	350	290

Honoraires CAC

HONORAIRES CAC	31/12/2025	31/12/2024
<i>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels - Forvis Mazars</i>	57	53
<i>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels - Arvor Finance</i>	37	34
<i>SACC Forvis Mazars</i>	6	6
<i>SACC Arvor Finance</i>	6	6
Total	106	99

Unité : k€

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31/12/2025)

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALMA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note

« Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (voir note notes 2 et 19 de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons évalué la mise en œuvre du dispositif d'identification et d'évaluation des dépréciations et avons procédé à des recalculs par sondage

Evaluation des actifs de surcollatéralisation

Votre société constitue des dépréciations sur ses actifs de surcollatéralisation (voir note 4 « Autres actifs » de l'annexe aux comptes annuels) pour estimer le montant qui devrait être consommé par le FCT. Nous avons pris connaissance des modalités d'estimation retenues par votre société et avons corroboré les résultats des dépréciations ainsi calculées au regard des montants effectivement recouvrés sur ces actifs de surcollatéralisation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels à l'exception du point suivant :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de financement et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport établi en application de l'article L821-63, III du code de commerce

Nous avons établi le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à la connaissance de son destinataire, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Levallois-Perret et Rennes, le 28 avril 2026
Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Jean LATORZEFF

Arvor Finance
Arnaud FROMONT